

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

CNIL : le 6^e rapport

Le credo de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) semble être bien, à lire son sixième rapport, de veiller à ne voir mémorisé que des informations adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités du traitement le principe de finalité veut que l'utilisation des données soit conforme à celle définie lors de la déclaration du fichier. C'est ainsi que parmi les travaux de la CNIL en 1985, on relève une recommandation qui traite des fichiers mis en place par des organismes de recrutement et qui mémorisent beaucoup d'informations sensibles sur les candidats ; de même une nouvelle norme précise les conditions dans lesquelles des informations peuvent être stockées pour la gestion des crédits à des particuliers, pour limiter par exemple les interconnexions de fichiers des mauvais payeurs qui actuellement ne semblent jamais remis à jour.

Par ailleurs, un détournement d'un fichier électoral pour de la prospection publicitaire a été réalisé à Nantes. Devant le refus obstiné du responsable de répondre à la CNIL, plainte a été déposée par celle-ci.

Par contre deux recours en Conseil d'Etat pour abus de pouvoir ont été formulées contre la CNIL, d'une part par les banques sur les problèmes du crédit à la consommation, d'autre part sur la recommandation sur l'usage électoral de certains fichiers.

La CNIL semble avoir plus de difficultés à définir une politique dans le domaine des fichiers médicaux qui comportent des données très sensibles mais qui aussi peuvent être très utiles : fichiers du cancer...

Les cartes à mémoire sont un thème de recherche délicat, car qu'il s'agisse de monétique ou de carte médicale, la CNIL n'a pas encore tranché les avantages indéniables et la difficulté de faire respecter la loi (droit d'accès, sécurité, acceptation par les individus). Quant au domaine de la police, carte d'identité mise à part, puisqu'elle ne concerne pas l'année 1985, un certain nombre de compromis ont été passés par exemple avec les Renseignements généraux qui fichent le million et demi de "gens qui comptent" en particulier en ce qui concerne la tenue à jour de ces fichiers.

Pour terminer, il faut remarquer à propos du casier judiciaire qu'alors qu'un des arguments avancés en faveur de son automatisation

était la facilité de sa mise à jour en cas d'amnistie, il semble en réalité que ce ne soit pas facile à réaliser en particulier dans le cas où l'amnistie ne concerne que des infractions commises pendant une grève ou une manifestation. Or de la mise à jour de ce fichier dépend celui des élections qui doit tenir compte des personnes privées de leurs droits civiques.

La CNIL se hâte lentement, même si elle s'est un peu énervée en 1985 : 3 plaintes déposées contre une en 1984, et 133 000 fichiers sont déclarés dont 14 000 en 1985.

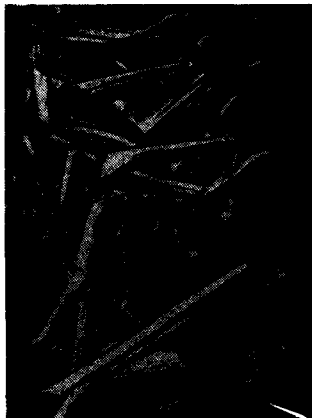
J. Maisonverte

Informatique et libertés

Le parlement ouest-allemand a adopté le 28 février dernier, deux lois instituant de nouveaux papiers d'identité lisibles par ordinateur, qui ont été dénoncées par l'opposition comme équivalent à la mise en place d'une « surveillance totalitaire par l'Etat ».

Les deux lois prévoient l'introduction, au 1^{er} avril 1987, d'une carte d'identité non falsifiable et, au 1^{er} janvier 1988, d'un passeport européen, tous deux lisibles par ordinateur. La RFA est l'un des premiers pays au monde à se doter de ce genre de papiers d'identité.

En outre, le Bundestag a adopté une modification de la loi sur le stockage des données informatiques par la police, lors d'opérations « coup de poing ». Les agents pourront ainsi engranger pendant un certain temps, dans leurs ordinateurs, des données personnelles sur tout individu contrôlé dans une région où ils recherchent un malfaiteur ou un terroriste.



Le CIRA

Spécialisé dans l'information du public par téléphone, le CIRA (Centre interministériel de renseignements administratifs) est un organisme ressource ayant pour vocation de répondre aux demandes de renseignements administratifs de toute nature émanant des usagers.



Chaque jour, samedi et dimanche exclus, de 9 h à 18 h, des fonctionnaires répondent ainsi aux appels téléphoniques des administrés. Ils renseignent gratuitement sur toutes questions concernant les points de législation, réglementation, procédure et pratique administratives, dans les domaines suivants : finances, travail, emploi-formation professionnelle, Sécurité sociale, santé, urbanisme et logement, fonction publique, consommation, intérieur et décentralisation.

Cinq centres sont actuellement en service :

Paris : 43.46.13.46, Lille : 20.57.58.59, Lyon : 78.71.70.69, Metz : 87.31.91.91, Rennes : 99.31.61.61.

La DGT persiste et signe

Elle trique sa réponse aux abonnés du téléphone, qui suivant les conseils de l'Asseco-CFDT avaient demandé à ne pas figurer dans les fichiers informatisés vendus aux entreprises. « Il faut savoir (répond la DGT) que 200 000 fichiers sont recensés par la CNIL, dont un grand nombre est déjà commercialisé. En conséquence la non-commercialisation de votre adresse n'aura pas d'effet sensible sur le nombre de publipostage que vous recevrez aujourd'hui. » Voilà la réponse type adressée avec l'accusé de réception du bulletin de radiation. On admirera la cynisme des technocrates de la DGT. Depuis 1978, la CNIL n'accorde d'autorisation de cession commerciale d'un fichier dans le secteur privé que dans deux cas : la liste d'abonnés à un journal, et la liste de clients de société de vente par correspondance. Mais si on n'a pas réagi à temps, les coordonnées des abonnés au téléphone risquent quand même d'être vendues puisque la CNIL vient d'autoriser à la vente deux fichiers publics : le fichier des cartes grises, ouvert du temps de Fiterman, à tous les constructeurs automobiles français, et plus récemment le fichier des abonnés au téléphone.

STAGES

Stage informatique éducation/animation

L'informatique éducative constitue aujourd'hui un nouveau champ de spécialisation pour les informaticiens, le développement très rapide des clubs micro-informatique, (tourisme, loisirs, associations, comités d'entreprises) implique une formation de spécialistes capables de concevoir des projets et d'encadrer des animateurs.

Ce nouveau métier nécessite et justifie la création d'une filière nouvelle informatique/éducation-animation.

Le stage vise donc à faire acquérir une double compétence afin de former des responsables de projets d'animation micro-informatique, des concepteurs/adaptateurs de logiciels éducatifs ou ludique auxquels une association locale comme un organisme de loisirs, une société d'édition comme une société de services informatiques pourront avoir recours.

Ce stage s'adresse à des salariés d'entreprise, associations, administrations.

Les stagiaires doivent posséder une expérience soit dans l'utilisation courante de micro-ordinateurs, soit dans l'encadrement ou l'animation de groupes, activités de loisirs, etc., soit dans la création média ou création graphique. Ils devront posséder un niveau équivalent à Bac + II.

Le stage se déroule pendant 25 semaines du 5 janvier au 28 juin 1987. Il comprend des périodes de cours, d'ateliers et de stages pratiques.

Durée totale : 850 heures dont 160 h de stage pratique.

Frais de formation : 26 000 F, 500 F de frais administratifs.

* Frédéric Dajez. Centre de formation continue. IUT de Villetaneuse av. JB Clément 93430 Villetaneuse. Tél. M-H Féry 48.21.61.70. poste 48-42.



Animation spécialisée en techniques de communication

L'office municipal des loisirs de l'emploi et de la jeunesse de Dugny organise des stages de formation de 100 heures à destination des 18/25 ans rémunérés par l'Etat. Comptabilité, son, graphisme, vidéo, informatique, communication, animation, stage en entreprises. Pour s'inscrire à ce stage, il est nécessaire d'avoir un bon niveau de culture générale (niv. IV et V Education nationale). Cette formation est sanctionnée par l'obtention du BAFA.

* Mairie de Dugny 48.38.25.77. poste 362 ou Messieurs Kessous ou Chenot 48.37.08.39.

INITIATIVES

Les clubs Microtel font le point

Face au succès du Centre mondial à l'élargissement des Centres X 2000 et au lancement du plan IPT, les clubs Microtel éprouvent le besoin de se redéfinir. L'action associative d'amateurs pour et par la DGT semble aujourd'hui un peu mince. C'est à Claude Perdrillat le président de Goupil que revient cette tâche, dans le numéro 38 de *Microtel-Infos* (9 rue Huysmans 75006 Paris. 45.44.70.23.). Microtel, se sont d'abord des associations « pour y rencontrer tranquillement, amicalement entre passionnés de la micro et des télécoms » la qualité de cette vie associative « bénévole », « indépendante », « amicale », « ouverte », « chaleureuse » constituerait le principe essentiel de fonctionnement des clubs Microtel. Mais à cause de quelques-uns qui s'y dévouent jour et nuit, les clubs Microtel sont aussi devenus des « centres de compétences ». Trop sollicités par des structures externes, les clubs Microtel craquent « trop d'actions et de missions externes » qui risquent de remettre en cause l'ambiance et d'écartier les « adhérents fidèles ».

Informatique et stress

L'informatisation des bureaux et des usines peut causer le « stress technologique » chez les travailleurs qui n'ont pas réussi à s'adapter à l'introduction des techniques de pointe, comme les ordinateurs et les robots sur leur poste de travail selon un chercheur japonais.

Le Dr. Tomonobu Kono, chef de la division de thérapie psychosomatique de l'hôpital métropolitain de Komagome, a affirmé, au cours d'une réunion récente de la société japonaise pour la prévention sanitaire dans l'industrie à Tokyo, qu'il avait constaté des cas de troubles psychosomatiques, de dépression et de schizophrénie légère de plus en plus nombreux chez les travailleurs et que la situation pouvait s'aggraver si des mesures n'étaient pas prises rapidement. Les malades se plaignaient de la perte du désir de travailler, d'ulcères à l'estomac et aux intestins, de maux de tête, de problèmes cardiaques et d'autres maladies comme la névrose obsessionnelle et l'angoisse.

(AFP)

X 2000

Pour découvrir, s'informer, s'initier, se former aux différents aspects de la micro-informatique :

- un libre service
- des formations grand public
- des formations d'animateurs, de travailleurs sociaux, de formateurs,
- l'accueil de groupes : associations, écoles...

30 micro-ordinateurs : T07/70, MO5, Apple IIe, Apple IIc, Sil Z 16 et un Nano réseau Sil Z 16 et MO5. Imprimantes et Modems.

Des logiciels, jeux éducatifs, traitement de textes, gestion de fichiers, tableaux.

Des langages, Basic, Logo, Pascal, Forth, Assembleur... Une équipe d'animation à votre service pour répondre à vos besoins personnels et monter des projets collectifs.

* Pour tous renseignements, contacter : André Ducourneau, responsable du Lieu-Ressource. Tél. 42.61.52.68.

Coralie Ancelin, responsable des formations grand public. Tél. 42.36.43.25.

RITIMO

Le Réseau d'information Tiers-Monde des centres de documentation pour le développement est une union d'associations qui regroupe 39 centres de documentation Tiers-Monde en France.

Soit 22 800 ouvrages consultables, 1 965 périodiques, 780 montages diapos, 402 vidéos-cassettes, 163 expos, 65 salariés, 1 200 visiteurs/an.

Ce réseau a pour but de créer une synergie supplémentaire par la :

- création de matériels pédagogiques, maquettes, etc.
- l'animation en milieu scolaire,
- l'information des élus et des collectivités locales
- la création de bases de données

Le travail a commencé en 1981, par la création d'un thésaurus commun, puis les centres se sont répartis un certain nombre de périodiques à dépouiller.

Alors qu'en ces temps de crise, certains s'emploient à présenter le « Sud » et ses représentants, chez nous les immigrés, comme une source de menace, RITIMO affirme « que la solidarité multiforme avec les peuples est plus nécessaire que jamais ».

L'informatique et la drogue

D'après Computer World, les informaticiens créatifs, innovateurs, entrepreneurs se laisseraient de plus en plus tenter par la cocaïne. On estimerait ainsi qu'environ 40 % des professionnels de la Silicon Valley seraient consommateurs de drogue nécessaire à la production de la « High Tech ». Cette tendance inquiète gravement les responsables de firmes informatiques telles qu'IBM Honeywell, etc., qui craignent la perte de productivité due à l'usage des stupéfiants ou encore la disparition de tel ou tel ingénieur ou chef de projet absolument indispensable. Pour éviter ce genre de risques IBM a mis en place des procédures de test (analyse de sang et d'urine) puis de licenciement pour ceux qui refuseraient les tests ou dont les tests se révéleraient positifs. Honeywell pour sa part, ferait appel à des détectives pour traquer les trafiquants. Ces firmes offrent aussi à leur personnel des « programmes » de désintoxication.

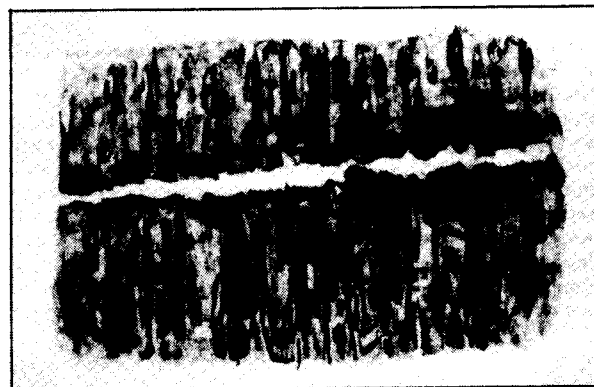
Le nouveau travail à domicile

Une étude anglaise sur le travail à domicile portant sur 130 personnes (en grande majorité des femmes) relève 52 personnes effectuant un travail traditionnel et 78 nouveaux travailleurs à domicile, essentiellement des informaticiennes. A cause du coût relativement élevé des télécoms, peu d'entre elles effectuent de la saisie. Les nouveaux travailleurs à domicile ont choisi cette modalité pour des raisons économiques et non par idéal. Elles se plaignent de leur isolement même si elles sont mieux payées, mieux formées et que le droit du travail y est mieux respecté que dans l'ancien travail à domicile. Les auteurs relèvent de nombreux désavantages en comparaison de postes similaires dans un bureau.

* Sweated Work, 9 upper Berkeley Street, London W 1 H 8 BY

Programme Alvey

Ce programme de recherche et développement associant université et industrie, vise à mettre l'industrie britannique au niveau de la « Cinquième génération ». 350 millions de livres sterling sur cinq ans doivent servir à financer les actions engagées autour de six pôles : IA et systèmes experts, interface homme-machine, VLSI, génie logiciel, systèmes de communication. Malgré un démarrage difficile dû à la difficulté de réunir universitaires et industriels anglais sur des objectifs communs et mobiliser les chercheurs sur des domaines nouveaux, le programme Alvey connaît un important développement dans le domaine de l'IA à la fois dans les applications industrielles et éducatives.



Vous avez dit IA ?

Est-ce que parce qu'on n'avait pas fait appel à eux pour rédiger les articles, mais le numéro spécial de *La Recherche* consacré à l'IA n'a pas plu à un groupe de personnalités de l'informatique : J. Arsac, M. Gross, L. Nolin, J.C. Simon, M. Nivat, M.P. Schutzenberger qui ont rédigé une réponse collective. L'IA ne serait pas en cause mais l'argent qu'on y consacre. En évitant de renvoyer complètement l'IA dans les ténèbres des recherches exotiques « la cybernétique, la bionique, la traduction automatique », et autres perceptrons, les auteurs de la lettre collective se déclarent partisans de « voir mieux cernées les limites de ce qui est mécanisable ». En l'état actuel de l'IA, il leur apparaît malhonnête de laisser supposer qu'il soit possible de voir abouti de façon imminente le projet de l'IA. En particulier l'idée que tout raisonnement serait automatisable leur paraît perverse car les méthodes de sa formalisation ne sont pas encore connues.

* *La Recherche*, n° 174, février 1986.



Le sourcier électronique

Il s'agit de rassembler les idées, informations, besoins, disponibilités, compétences du maximum d'habitants d'un quartier (Curial, 19°) en vue de :

- favoriser les contacts entre habitants en développant les échanges de tous ordres, relationnels, matériels, collectifs ou bilatéraux (troc temps par exemple...)
- inciter à la réalisation de projets de voisinage, à la création de nouveaux services avec des emplois nouveaux (coopératives d'achats, entreprises intermédiaires)
- contribuer à faire régresser l'isolement des personnes âgées notamment et la marginalisation des jeunes sans emploi
- permettre une appropriation par le public le plus large des nouveaux moyens de communication (boîtes à lettres électroniques, banques de données...)

La forte densité de population (à Curial 4 000 logements sur un périmètre réduit) crée une proximité de voisinage qui favorise les échanges rapides. Un tissu associatif important, des qualifications professionnelles variées et des

réseaux de solidarité actifs assurent localement une diversité de ressources favorables aux échanges. Les difficultés éprouvées par des nombreux habitants dans le cadre de la crise économique en même temps que le développement des nouvelles formes d'activités économiques (entreprises intermédiaires, ateliers communautaires...) fournissent les conditions et les instruments de la mise en place de nouvelles façons de travailler et de vivre.

Initiative 19, la Maison des copains de La Villette et CASA (clubs de prévention à l'origine de Villette Service Emploi, l'AJAR (formation de jeunes), la Confédération nationale du logement local et VIA (Villette et Alentour), la mairie du 19° qui a apporté son soutien actif au projet (en fournissant notamment le local) l'Office municipal d'HLM également concerné par ce type de projet.

Localisation prévue : un local aménagé de 50m² dans la Maison du Quartier du 5 rue de Cambrai (au cœur du secteur choisi) devrait permettre de recevoir simultanément 4 à 5 personnes et 12 en accès télématique.

Fonctionnement : l'animation sera assurée par 2 permanents, un jeune volontaire et des vacataires selon les besoins (la structure juridique reste à définir).

L'équipement serait essentiellement composé d'un micro-serveur (avec logiciel de recherche arborescente et messagerie simplifiée). Outre les subventions de départ, les recettes seront tirées d'abonnements trimestriels (600 la première année et 1 000 la seconde) et d'une tarification des temps de connection au micro-ordinateur.

* Initiative 19, 1 rue Duvergier 75019 Paris. Tél. 42.03.06.25.

EDF victime d'un piratage informatique ?

Selon le *Parisien Libéré* du vendredi 6 juin, EDF aurait été victime en 1984 d'un piratage informatique qui aurait permis aux Soviétiques d'interroger à distance l'ordinateur central de l'établissement. Des informations portant notamment sur la conduite du réseau, la conception assistée par ordinateur et les systèmes de simulation des accidents seraient ainsi passées à l'Est.

Ce pirage aurait été réalisé par un stagiaire étranger employé pendant l'été 1984 au centre informatique de Clamart, où est situé l'ordinateur le plus puissant d'EDF. Après avoir découvert le vol, grâce à la direction de la surveillance du territoire (DST), EDF aurait, en octobre 1985, modifié son système informatique afin de se protéger.

NUMEROS PRECEDENTS

- n° 1, 2/3, 4, 5, 7, épuisés
- n° 6 Politique industrielle, PS et informatique.
- n° 8 Le guide du fiché, Bruno Lussato
- n° 9 Dossier : des alternatives en informatique. Télétel, le premier bilan des usagers
- n° 10 Dossier : science-fiction et informatique, Logo, J. Ellul
- n° 11 Le guide des informatisés
- n° 12 Dossier robotique, culture et informatique
- n° 13 Dossier informatique et santé. La CNIL
- n° 14 Dossier micro-informatique et associations. Politique industrielle
- n° 15 Dossier technologie et crise, Silicon Valley
- n° 16 Dossier micro-informatique. CLODO
- n° 17 Dossier informatique du Tiers-Monde. Tertiaire.
- n° 18 Dossier formation des informaticiens
- n° 19/20 : Spécial ORWELL
- n° 21 : Dossier informatique à l'école. Et les femmes !
- n° 22 : Dossier : à quoi sert le minitel ? L'office parlementaire d'évaluation
- n° 23 : Dossier filière électronique. Murray Bookchin
- n° 24 : Dossier USA société High Tech. Le Plan IPT
- n° 25 : Dossier Femmes en tiques. OPA sur la V^e génération
- n° 26 : Dossier informatiques du Tiers-Monde. Coopération industrielle
- n° 27/28 : Spécial Beautés numériques
- n° 29 : La droite et l'informatique

CORRESPONDANTS

AMERIQUE LATINE : Judith Sutz Apartado Postal 47380 Caracas 1041-A Venezuela.

BELGIQUE : Gérard Valenduc FTU 141 rue de la Loi B-1040 Bruxelles. Tél : (02) 233 34 11 poste 851.

RFA : Ulrich Briefs WSI/DGB, Hans Bockler Strasse 39, 4000 Dusseldorf RFA (Tél. 43 45 27 ou 45 10 84).

USA : Mike Mc Cullough 90 East 7th Street Apt 3A New York NY 10009

SUISSE : Xavier Comtesse Le concept moderne, Case Postale 106 1211 Genève 26. Tél. 711705/33-55-18.

GRANDE-BRETAGNE : Kevin Robins 3 Cavendish place Jesmond Newcastle upon Tyne NE2 2NE England

POLYNESIE : Patrick Brai BP 2915 Polynésie Papeete

COTE D'IVOIRE : Dominique Desbois 08 BP 135 Abidjan 08 Côte d'Ivoire

CANADA : Serge Proulx 488 rue Duvernoy Longueuil Québec J4K 4K7 Canada (Tél. 514 463 2366)

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

TERMINAL 19/84 : 6 numéros par an
BULLETIN A RETOURNER OU A RECOPIER
NOM Prénom
Adresse
Verse la somme de pour
☐ Individuel : Abonnement à Terminal 19/84 168 F
Abonnement de soutien 300 F
Cotisation au CIII 80 F
☐ Collectif : Abonnement à Terminal 1984 460 F
(3 exemplaires servis par numéros)
Cotisation au CIII 150 F
☐ Association, entreprise, centre documentaire :
Abonnement à Terminal 19/84 ... 490 F
Cotisation au CIII 150 F
(TVA 4 % inclus)
Chèques à l'ordre du CIII, 18, rue de Chatillon 75014 Paris
Abonnement étranger Europe + 60 F
Autres pays par avion + 90 F

CLUB INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ

Le CIII reprend son cycle de conférence débats consacré à l'informatique et la société. Ces conférences sont ouvertes à tous : la formule reste la même : une demi-heure à une heure d'exposé, un débat de même durée. Cela a lieu à 19 h 30 le deuxième jeudi de chaque mois au 18, rue de Châtillon 75014 Paris. M° Porte d'Orléans, au 1^{er} étage.

Jeudi 13 novembre : Pierre LEVY - Science de la cognition et intelligence artificielle.

Jeudi 11 décembre : Felix PAOLETTI - Informatique et libertés - Carte d'identité.

Jeudi 6 janvier : Michèle DESCOLONGES - Les clubs informatiques en France.

Jeudi 12 février : Xavier DELCOURT - La déréglementation

Jeudi 12 mars : Colette HOFFSAES - Informatique et santé

Jeudi 9 avril : Carlos DERBEZ - Sur les limites de l'informatique

Jeudi 14 mai : Jacques MAISONVERTE - Sécurité, vulnérabilité et informatique.

Résistance à l'informatique

L'Atlantic Institute for International Affairs a fait réaliser en 1985 une enquête dans six pays européens, aux USA et au Japon, sur l'attitude à l'égard de l'informatique.

L'informatique rencontrerait un grand scepticisme notamment quant à sa capacité de créer des emplois. Les jeunes et les gens qui ont la possibilité d'utiliser l'informatique dans leur travail seraient moins réticents. 37 % de la population aux USA, 11 % en RFA, 14 % au Japon auraient eu la possibilité d'utiliser l'informatique. Si la pénétration de l'informatique sur les lieux de travail est perçue comme inéluctable, sa pénétration dans la sphère de la vie privée, suscite beaucoup de réserves. Résistance aussi pour se former à utiliser l'informatique, dans la perspective de nouveaux métiers. Mais l'enthousiasme manifesté par les jeunes amène à tempérer ce sentiment de « rejet ». Cela dit, les jeunes sont encore plus sensibles au fait que cette technique supprimera davantage d'emplois qu'elle n'en créera.

REVUE DES REVUES

L'Association enseignement public et informatique (EPI) vient de publier un numéro spécial de son bulletin *Informatique et pédagogie : des outils pour tous*.

Ce numéro spécial comporte une présentation du Nano réseau, une étude de certains logiciels pédagogiques fournis avec le matériel de l'opération Informatique pour tous, et fournit un bilan de deux enquêtes réalisées auprès des enseignants concernés, l'une avant et l'autre après les stages de formation qui accompagnaient le plan IPT dans l'académie de Créteil. Ceux-ci sont convaincus dans leur grande majorité que l'informatique peut apporter quelque chose dans leur pratique pédagogique. L'informatique n'a pas sa place comme matière obligatoire pour la moitié d'entre eux ; c'est avant tout un outil pédagogique ou plutôt comme une nouvelle nécessité culturelle. C'est un peu comme si l'informatique devait avant tout être présente dans l'enseigne-

ment parce qu'elle est présente dans la vie sociale. Leur réticence dans l'ensemble vient avant tout de leur manque de formation et du manque de moyens matériels. Les stages de formation leur ont permis de se familiariser avec les micro-ordinateurs et certains logiciels, mais ne leur a pas permis d'acquérir une maîtrise suffisante. Certains regrettent le peu de temps consacré dans les stages à l'initiation à la programmation.

Les enseignants ont participé massivement à ces stages et veulent parfaire leur formation. Leur bonne volonté est évidente. Mais si on ne répond pas à la demande de formation et d'initiatives, le plan IPT sombrera dans l'indifférence comme ceux qui l'ont précédé.

J.V.

Un nouveau confrère Ecole et Micro

Après l'échec de Savoirs Informatiques, un nouveau mensuel Ecole et Micro, tente d'offrir aux enseignants une revue informatique centrée sur les problèmes qu'ils rencontrent dans leur classe en utilisant l'informatique.

Ecole et Micro se veut « un instrument de travail pour la classe à la fois recueil de pratiques pédagogiques autour de l'informatique et mensuel d'information sur l'environnement culturel de l'informatique ». Y réussira-t-il ? Le numéro 1 est consacré à Logo, avec une approche théorique et des fiches de programmation pour les classes de 4^e et de CM1 et CM2. Le numéro 2 est plus diversifié. Une interview de René Monory, à propos du plan IPT. Deux ou trois choses s'en dégagent malgré le flou des idées et l'effort constant pour se démarquer de la politique de ses prédécesseurs tout en continuant la même politique pour l'essentiel. En particulier, le fait que les logiciels d'enseignement seront dorénavant réalisés par des SSII et des industriels. Le temps du bricolage est fini. Le libéralisme est passé par là !

A cela s'ajoute tout un dossier sur les « Imagiciels », et sur un logiciel de CAO/DAO, GMP2D, qui se diffuse dans les lycées techniques et les IUT. En définitive, une revue intéressante. A suivre.

J.V.



REVUE DES LIVRES

"Enseigner, apprendre avec l'ordinateur"

Ce livre est clairement destiné aux enseignants et aux parents qui s'interrogent sur les bien-fondés des usages de la micro-informatique à l'école, que la mise en place du Plan IPT vient d'actualiser : cette technologie permet-elle des apprentissages et peut-on véritablement l'insérer dans des dispositifs éducatifs ? L'originalité de cet ouvrage réside dans ce qu'il invite les lecteurs à commencer par apprendre en quoi consistent les technologies qui leur sont proposées. Vous ne savez pas à quoi servent une « tortue », un « tableur », ou encore ce qu'est un « journal électronique » ? Vous l'apprendrez grâce à des explications didactiques agrémentées de nombreux exemples. Un certain nombre de pistes de réflexion sont fournies quant aux usages de la micro-informatique dans les domaines scolaires et de la formation. Un chapitre est consacré aux matériels, que l'on a intérêt à consulter si l'on veut se repérer dans les terminologies. Enfin, on aborde l'EAO à travers les matériels et notamment les logiciels qui sont le plus généralement utilisés. Une typologie de ces logiciels rend compte de certaines questions pédagogiques qui sous-tendent leur création.

On peut cependant trouver que la présentation qui en est faite est un peu trop positive : en effet, jusqu'à présent les techniques de l'EAO utilisées pour la formation dans les entreprises n'ont pas donné que des résultats intéressants et le plus souvent, parce que ces matériels ne s'intèraient pas dans les logiques néanmoins comme un document nécessaire à tout établissement scolaire.

M.D.

* Corinne Hermant, Editions CEDIC/Nathan.

Apprivoiser le changement

Le CEQ tenait à Montréal les 28, 29 et 30 mars 1985 un colloque sur les nouvelles technologies, la division du travail, la formation et l'emploi. Plus de soixante-dix personnes ressources de différents milieux ont présenté leur point de vue.

Des textes de Gilles Breton, Benjamin Coriat, Heather Menzies, Lucie Tanguay et Douglas D. Noble



identifient les principaux enjeux posés par les nouvelles technologies relativement à l'emploi, à la division du travail, à la situation des femmes, à la formation professionnelle et à l'éducation en général.

Des points de vue parfois complémentaires, parfois divergents, s'expriment quant aux effets des changements technologiques sur le volume de l'emploi, l'organisation du travail, les conditions de travail, etc.

Plus de 25 textes abordent divers thèmes reliés à la formation. En plus de l'introduction de la micro-informatique à l'école et de certains aspects spécifiques qui y sont reliés comme les didacticiels et la formation des enseignantes et des enseignants, il est également question d'éducation aux enjeux sociaux de l'informatisation, de formation professionnelle et de recyclage de la main-d'œuvre, de langue et de culture.

Des textes de Fernand Daoust (FTQ), Yves Lafargue (CFDT France), Alain Mouchoux (FEN, France), Serge Leroux (CGT, France), ainsi que de Stanley Aronowitz (CUNY, USA) et Jean-Marc Piotte (UQAM) présentent les revendications syndicales, font état d'expériences, interrogent les stratégies actuelles. Au-delà des différences politiques et géographiques des convergences profondes apparaissent concernant entre autres la formation, les droits des travailleuses, des travailleurs et de leurs organisations, l'aménagement du temps de travail.

* Actes du Colloque CEQ. Nouvelles technologies, division du travail, formation et emploi, centre de documentation et d'enseignement du Québec. 2336 chemin Sainte-Foy CP 5800 Sainte-Foy Québec G1V 4E5

Dissuasion civile

Pour la première fois le ministère de la Défense a signé un contrat de recherche avec trois chercheurs non violents (J-M Muller, J. Semelin, C. Mellon) sur l'efficacité d'une éventuelle défense non-violente.

Le rapport fait l'objet d'un livre qui ne laisse pas indifférent : *Dissuasion civile*. Pour le milieu non-violent, il ouvre la voie de recherche commune avec ceux qui acceptent la dissuasion nucléaire. Ces derniers ne pouvant garantir à 100 % l'efficacité de notre défense, doivent prévoir un recours non-violent à un possible contournement nucléaire. De même, en critiquant le dogmatisme qui accompagne trop souvent le discours sur la dissuasion nucléaire, le livre voudrait bousculer les positions traditionnelles des partis ou des syndicats en faveur de la dissuasion nucléaire comme en faveur du pacifisme et de la défense civile.

Les auteurs prennent acte du rapport de force qui s'exprime dans l'opinion en faveur du militaire et du nucléaire. Loin d'opposer pacifisme, défense civile ou militaire, ils en font un complément, pour ouvrir un espace social à leurs pratiques, en attendant des jours meilleurs ou les idées de la non-violence retiendront l'attention de nos concitoyens. Compromis ou compromission ? En fait une démarche nouvelle dont les résultats ne sont pas garantis.

* *Dissuasion civile*, 74,50 F. Secrétariat du MAN. 20 rue Devidet 45200 Montargis.

Ecrans pour tous

Cette étude propose une réflexion sur les enjeux de démocratie locale qui sous-tendent le développement de la télématique et de la télédistribution. Elle a été réalisée à partir de l'analyse critique d'expériences dans l'Hérault et le Grenoblois. Par ailleurs, sont analysées des expériences de télématique en milieu rural ainsi que des expériences portées par le milieu associatif. Enfin différents projets et réalisations de télédistribution dans le Nord et l'Est de la France fournissent des éléments de comparaison.

* CCI. Centre Georges Pompidou. 45 F.

LE BILLET DE JEAN CHESNEAUX

BUREAUTIQUE MEUTRIERE

Le RSI fait des ravages dans les bureaux d'Australie. Le RSI, c'est-à-dire le "repetitious strained injury", la lésion par effort répétitif, qui entraîne une nécrose irréversible et incurable du poignet chez les serveuses de consoles informatiques.

L'affaire est si sérieuse à Canberra que l'Université selon l'ANU Gazeteer du 11 octobre 1985, a constitué un comité d'études et de sécurité ad hoc et confié à une équipe pluridisciplinaire de chercheurs, dirigée par le Dr. Gabriele Hammer, une enquête sur le RSI qui a duré trois ans. A l'Australie National University, 30 % des secrétaires affectées à la bureautique sont atteintes, et jusqu'à 90 % dans des laboratoires de "recherches de pointe" où le zèle scientifique des chercheurs de "haut niveau" se traduit en pressions constantes sur le personnel technique.

On compte des dizaines de milliers de cas dans tout le pays, m'a-t-on expliqué lors de mon récent voyage, firmes, services et institutions se ruinent en indemnités et en pensions au bénéfice de victimes souvent très jeunes, et les syndicats ont donné un maximum d'écho au RSI. Dur réveil, pour un pays "neuf", où le tertiaire supérieur est très développé et qui s'est jeté éperdument dans les bras de la féé-informatique, avec d'autant moins d'hésitations que le tissu social australien est plus malléable, le poids des "pesanteurs sociales" plus léger - ces fameuses pesanteurs qu'ici on souhaite liquider au plus vite.

Le RSI est dû à la fois à des mouvements répétitifs, à des efforts excessifs, à l'immobilisation des muscles en position de force ("static loading"). Mais l'importance relative de ces divers facteurs est aléatoire, elle varie selon l'équilibre biologique de chaque individu. Le RSI ne se laisse donc pas réduire à un "programme" reposant sur des variables définies à l'avance, il est lui-même allergique à l'informatisation ! C'est un comble...

Les mesures préventives sont pourtant simples : non seulement la limitation totale du temps passé sur console (pas plus de trois heures par jour), mais l'espacement du travail selon des plages bien séparées, et surtout le desserrement de la pression. Mais la bureautique tant adulée ne cesserait-elle pas alors d'être rentable ?

Les organisateurs du salon du SICOB inviteront-ils les syndicats australiens d'employés de bureau à tenir un stand d'information sur le RSI ? Je suis à leur disposition pour tout contact utile.